

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 12 octobre 2026

« Pourquoi combattrions-nous pour la dictature du prolétariat, si le pouvoir politique était impuissant à intervenir dans l'économie ? La violence, c'est-à-dire la puissance de l'État, est aussi une force économique. »

Engels à Conrad Schmidt, 27-10-1890

J-C – A vos claviers, comment interprétez-vous ce postulat ? Il n'a pas pris une ride depuis 1890, je vous mets sur la piste...

Ne craignez rien, vous êtes tous déjà fichés ! Big Brother vous surveille en permanence, il est omniprésent, il ne lui manque plus que la canonisation pour se croire invulnérable et éternel !

Depuis ce matin, l'antivirus de Microsoft Defender a bloqué 11 attaques « graves » du disque dur de mon ordinateur, je publierai plus tard une capture d'écran, je ne raconte jamais de conneries. Il en faudrait plus pour m'impressionner. Je suis plus déterminé qu'eux, et si on m'en donnait l'occasion ou les moyens, je serais encore plus cruel, puisque la démocratie et la légitimité seraient de mon côté !

Qui peut prendre encore au sérieux l'élection présidentielle ?

Pourquoi cautionner les institutions corrompues de la Ve République ?

Franchement, il faut être tombé sur la tête ou faire dans le déni de la réalité après la farce grotesque d'hier. Lisez attentivement, je n'ajouterai rien, puisque de toutes manières cela ne vous intéresserait pas.

En famille. Les macronistes ont élu Glucksmann.

J-C – Le macronisme était déjà un produit social-néolibéral de la social-démocratie. Macron a bien été mis en selle par Attali et Hollande, ils l'ont porté au pouvoir, avec l'imposteur Glucksmann ils remettent le couvert, mais ils seront privés de champagne à la Pyramide du Louvre ou au Champ-de-Mars, ce sera réservé à leur unique candidat, Edouard Philippe.

Comme prévu, ils ont bourré les urnes ou c'est tout comme.

Je l'avais pronostiqué, c'était écrit d'avance, trop fastoche en fait, comme la suite d'ailleurs. Il y a des signes qui ne trompaient pas, dont celui-ci :

- Avec une large part de votants qui ne sont pas issus des partis politiques organisateurs et se sont inscrits sur une plateforme dédiée, le corps électoral était largement inconnu.

Raphaël Glucksmann remporte dès le premier tour la primaire du Parti socialiste et Place publique - HuffPost 12 octobre 2026

Raphaël Glucksmann sort vainqueur dès la première manche de la primaire PS. Avec 66,14 % des voix, le fondateur de Place Publique a plié le match, loin devant ses adversaires. Arrivé deuxième (mais avec un score insuffisant pour imposer un second tour), Olivier Faure a obtenu 14.48 % des suffrages, devant Ségolène Royal (7,62 %), Emmanuel Maurel (5,92 %) et Jérôme Guedj (5,38 %).

140 000 personnes s'étaient inscrites pour voter, et 120 587 suffrages ont été exprimés au total (selon les chiffres communiqués par la commission d'organisation). Raphaël Glucksmann, élu dès le premier tour avec 66,13 % des voix (soit 79 613 votes).

Qui a participé à ce vote ?

Militants et inscrits par formation

Selon les chiffres communiqués par l'organisation de la Primaire du Parti Socialiste et de Place Publique :

- Parti socialiste (PS) : 68 047 membres à jour de cotisation (dont 31 030 militants et sympathisants inscrits spécifiquement). "*37 017 sympathisants socialistes sont inscrits pour voter*" précisait lcp.fr le 6 octobre 2026.
- Place publique (PP) : 28 456 personnes inscrites via le mouvement de Raphaël Glucksmann.
- Autres : 1 084 inscrits via la GRS (Gauche républicaine et socialiste) et 42 695 inscrits directement sur la plateforme « *Choisir 2027* » sans affiliation partisane.

L'essentiel est ailleurs.

Une large part de votants n'étaient pas issus des partis politiques organisateurs et se sont inscrits sur une plateforme dédiée, par conséquent le corps électoral était largement inconnu.

Question : Comment le candidat de Place publique a-t-il pu passer de 28 456 à 79 613 votes, et comment les 4 candidats du PS sont passés de 37 017 à seulement 40 276 votes, ce qui signifie que presque la totalité des 42 695 qui s'étaient inscrits hors de ces partis ont voté Glucksmann.

Question : Qui avait intérêt à ce que ce soit lui qui l'emporte sinon Macron et les macronistes. Avec la complicité de tous les candidats du PS, du PS tout entier.

Ils ne s'en cachaient même pas tellement c'était gros. Leur vœu s'est réalisé, incroyable !

Primaire du PS : Les résultats attendus vers 18 heures, Glucksmann désigné dès le premier tour ? - 20 Minutes avec AFP 11 octobre 2026

Glucksmann espère l'emporter dès le premier tour.

L'eurodéputé table sur ses nombreux soutiens au sein du PS (notamment les chefs des deux groupes parlementaires de l'Assemblée et du Sénat), en plus de ses partisans de Place publique.

Face à lui, le patron du Parti socialiste Olivier Faure fait figure de challenger. Faure compte sur le patriotisme de parti pour l'emporter, mais n'est crédité dans les sondages que de 3 à 5 % des voix... 20 Minutes avec AFP 11 octobre 2026

Glucksmann le néolibéral, entouré de macronistes, tous le savaient.

Lors du premier tour de cette primaire, selon Olivier Faure (PS) sur franceinfo, un candidat défendrait "une option centriste", Raphaël Glucksmann. - BFMTV 8 octobre 2026

- Si le LR François-Xavier Bellamy devait voter à la primaire du PS, à qui irait sa voix ? « *Je voterais Raphaël Glucksmann* », a répondu l'intéressé lors de son interview sur BFM ce dimanche. 20minutes.fr 27 septembre 2026

- Ce lundi 7 septembre dans la soirée, lors du rassemblement pour la mise en place d'une loi intégrale contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants place Vendôme à Paris, le député européen, candidat à la primaire du PS, a été pris à partie par plusieurs manifestantes.

D'abord par une femme, qui lui a reproché d'être venu pour les caméras, l'accusant d'une forme de récupération. Puis par une autre, membre du syndicat FSU, qui a critiqué son positionnement politique. « *Dans votre équipe de campagne il y a plein de macronistes. Vous vous présentez comme le candidat de la rupture... Mais ce n'est pas possible !* », lui a-t-elle lancé. Une critique récurrente pour Raphaël Glucksmann, qui s'est entouré ces derniers mois d'ex-figures proches d'Emmanuel Macron, comme Aurélien Rousseau, Sacha Houlié ou Marguerite Cazeneuve. HuffPost 8 septembre 2026

- Le HuffPost a rappelé que Raphaël Glucksmann était le représentant d'une gauche dite « *sociale-libérale* », lire, sociale-néolibérale-impérialiste.

La France insoumise. « *Le PS ne s'est pas remis des 1,75 % d'Hidalgo. Il sort ce soir de la scène politique nationale en ne présentant pas de candidature issue de ses rangs à la présidentielle* », a commenté le député LFI Paul Vannier, qui estime que Raphaël Glucksmann est désormais « *prétendant au leadership au sein du bloc macroniste* ». HuffPost 12 octobre 2026

Décryptage.

Faux. En bon macroniste, sa candidature était uniquement destinée à permettre à Edouard Philippe d'accéder au second tour et d'être élu.

HuffPost - Pour autant, le fondateur de Place Publique aurait tort de penser que le plus dur est fait. Car plusieurs batailles bien plus délicates qu'une victoire obtenue dans une primaire fermée, qui plus est avec un corps électoral restreint, l'attendent désormais.

L'unité du PS n'était pas son objectif, c'était de le diviser, de l'affaiblir ou le faire éclater.

Comment celui qui a été dépeint par Olivier Faure et Ségolène Royal en avatar macroniste va-t-il réussir à embarquer tout ce petit monde, dans un contexte où le PS se retrouve pour la première fois de son histoire sans un de ses membres sur la ligne de départ ?

Cet argument est frauduleux, le maintien de sa candidature assure la victoire d'Edouard Philippe.

Au regard des forces en présence, le candidat désigné n'a pas vraiment d'autre choix que de tendre la main aux autres forces de gauche, hors LFI, s'il souhaite accéder au second tour.

La nature sociale de Glucksmann est résumée ici, et personne ne peut le nier: le camp de la réaction.

Raphaël Glucksmann voit dans cette primaire le début d'une "*refondation de la gauche*", avec une rupture claire avec LFI et son leader Jean-Luc Mélenchon. BFMTV 11 octobre 2026

Celui qui entend « *tourner la page du macronisme* » compte dans son entourage le plus proche un ancien ministre d'Élisabeth Borne (Aurélien Rousseau) et un marcheur historique (Sacha Houlié, porte-parole de sa campagne). HuffPost 12 octobre 2026

La jeunesse sacrifiée.

Lu.

Le baromètre le plus récent révèle que 37% des moins de 25 ans se sentent régulièrement seuls, soit un chiffre plus de deux fois supérieur au taux de solitude observé chez les 60-69 ans en France. C'est surtout parmi les jeunes que le sentiment de solitude augmente fortement. Ce phénomène a peu à voir avec un vague sentiment saisonnier lié à «*l'hiver sombre*», comme l'ont démontré les études de Santé publique France : en 2021, un jeune sur cinq âgé de 18 à 24 ans a traversé une période noire — soit le pourcentage le plus élevé de toutes les catégories d'âge en France.

Ces chiffres bouleversants s'expliquent naturellement en partie par l'essor des réseaux sociaux et du monde numérique. Les relations numériques restent des «*formes de relations faibles*», qui ne peuvent en aucun cas remplacer les contacts physiques. Parmi les moins de 25 ans, 55% utilisent les réseaux sociaux plusieurs fois par jour, contre 52% des 25-39 ans — davantage pour s'occuper que pour communiquer avec leur entourage proche. L'écran ne crée donc pas de véritables relations.

Et bien que le sentiment de solitude progresse également dans les zones rurales, comme le montrent les résultats, il demeure plus important dans les villes. Ainsi, 21% des Français vivant à la campagne éprouvent un «sentiment de solitude», contre 28% en milieu urbain.

J-C – Je crois qu'il faut relativiser le contenu de cet article, car il en a toujours été plus ou moins ainsi, pour autant que je me souviens quand j'étais jeune, il y a de cela plus d'un demi-siècle en arrière. On a habité dans le 9^e arrondissement de Paris jusqu'en 1967, puis à Rueil-Malmaison (92).

A Paris, j'étais enfermé au 6^e étage sans ascenseur, je ne sortais jamais dans la rue. A Rueil, c'était un quartier pavillonnaire, je me suis mis tout de suite à fréquenter les gosses du quartier, puis d'autres, et je n'ai jamais cessé de me faire de nouvelles relations tout au long de mon adolescence.

La solitude est davantage une question de milieu social et de contexte économique qu'autre chose, de génération aussi, on se lie plus facilement quand on est jeune ou vieux, à condition de ne pas être devenu aigri ou de ne pas détester la terre entière !

Macron et l'UE vous prennent vraiment pour des « naïfs », autant dire pour des cons !

L'accord Poutine-Trump «illustre toute la naïveté des dirigeants de l'UE», regrette Robert Fico - RT 11 oct. 2026

Soulignant que l'Amérique «défend ses intérêts», le Premier ministre slovaque a fustigé sur Facebook «la naïveté des dirigeants» européens. «Pendant ce temps, ici dans l'UE, en guise de récompense pour une politique de guerre hostile, des sanctions et des leçons de morale, nous payons le diesel trois euros le litre, voire risquons la pénurie. » RT 11 oct. 2026

Le secrétaire américain au Trésor accuse les Européens d'hypocrisie face à la Russie et rappelle qu'ils continuent d'acheter du gaz et du pétrole russes - RT 11 oct. 2026

Le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a accusé les Européens d'hypocrisie pour leurs critiques envers les accords entre Moscou et Washington. Il a souligné que les pays européens continuaient d'acheter du gaz et du pétrole russes, affirmant qu'ils avaient versé davantage d'argent à la Russie qu'à l'Ukraine depuis 2022. RT 11 oct. 2026

J-C – Je soupçonne plus d'un Français de s'en foutre, du moment qu'il peut encore remplir le réservoir de sa bagnole.

C'est l'état d'esprit qui prévaut en général en Occident. Le niveau de conscience politique ne vole guère plus haut, au risque de contredire Mélenchon qui n'a jamais manqué de rien tout au long de ses 75 ans d'existence, sauf de ce qui aurait pu faire de lui un révolutionnaire et un socialiste.

Ils se prennent bien pour les maîtres du monde, et dictent leurs lois racistes à tous les Etats avec leur complicité.

J-C – Voulez-vous dire par là que les mesures ou directives de l'Etat juif d'apartheid s'appliqueraient en France ? Effectivement, c'est le cas.

Air France applique une restriction israélienne visant des pilotes originaires de pays musulmans - RT 11 oct. 2026

Air France se retrouve au cœur d'une polémique après avoir appliqué une directive israélienne limitant l'accès à certains vols vers Tel Aviv pour des membres d'équipage selon leur nationalité. Selon Mediapart, la mesure concernerait 31 nationalités, principalement issues de pays n'entretenant pas de relations diplomatiques avec Israël. Parmi les États explicitement cités figurent l'Algérie, la Tunisie, l'Iran et le Pakistan. La restriction s'appliquerait également aux salariés binationaux français possédant l'une de ces nationalités.

Concrètement, certains pilotes et personnels navigants peuvent être écartés des rotations vers Israël alors même qu'ils exercent depuis des années au sein de la compagnie française. Air France explique de son côté qu'elle ne fait qu'appliquer les exigences de sûreté imposées par les autorités israéliennes aux compagnies étrangères desservant l'aéroport Ben-Gourion. Les informations sur les équipages doivent être transmises en amont et peuvent donner lieu à un refus d'entrée ou d'affectation.

La controverse porte donc moins sur une initiative propre à Air France que sur la manière dont une règle étrangère est appliquée à des salariés français.

Le critère officiel n'est pas la religion mais bien la nationalité. Dans les faits, cependant, de nombreux pays visés sont à majorité musulmane, ce qui alimente le malaise et la dimension politique du dossier. RT 11 oct. 2026

Annulation de la dette des Etats !

Lu.

La dette des pays en développement n'est plus seulement une ligne dans un tableau Excel. Elle devient, dans certains États, une véritable machine à confisquer la souveraineté. Selon Development Finance International, le service de la dette absorbe désormais en moyenne 45% des recettes publiques dans le Sud global et jusqu'à 70% dans les pays à faibles revenus. À ce niveau, que reste-t-il réellement à décider ? Quand près de la moitié, voire plus des deux tiers, des recettes d'un État partent avant même d'avoir financé les écoles, les hôpitaux, les routes ou l'énergie, le gouvernement ne choisit plus librement ses priorités. Il administre d'abord les exigences de ses créanciers.

C'est dans ce contexte explosif que s'ouvrent le 12 octobre à Bangkok les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale. Ministres des Finances et banquiers centraux se retrouvent alors que les marchés obligataires sont sous pression, que le coût de l'argent reste élevé et que la guerre au Moyen-Orient accentue encore les tensions économiques. À cela s'ajoutent les énormes besoins de financement des États-Unis. Les grandes puissances peuvent absorber une partie de ces chocs. Les pays déjà étranglés par leur dette, eux, disposent de beaucoup moins de marge. Pour eux, quelques points supplémentaires de taux peuvent signifier moins d'écoles, moins d'investissements et davantage d'austérité.

Le mécanisme est brutal. Des pays situés à des milliers de kilomètres des États-Unis restent directement exposés aux décisions prises à Washington. Quand les taux américains montent, refinancer une dette en dollars devient plus coûteux. Quand le dollar s'apprécie, la facture extérieure peut encore s'alourdir. Tous les emprunts ne réagissent évidemment pas de la même manière, mais le rapport de force est évident : la Réserve fédérale décide pour l'économie américaine, et une partie du Sud global encaisse les conséquences sans avoir la moindre voix au chapitre. Voilà à quoi ressemble concrètement une dépendance monétaire.

Sur le papier, les mécanismes de secours existent. Le G20 a créé en 2020 le Cadre commun, avec le Club de Paris et l'appui du FMI et de la Banque mondiale, pour restructurer les dettes des pays en difficulté. Dans la réalité, les procédures traînent, les créanciers se renvoient la facture et les négociations peuvent durer des années. Les investisseurs privés défendent leurs intérêts, les institutions multilatérales bénéficient généralement d'un statut privilégié et, pendant que tout ce

petit monde négocie, ce sont les budgets publics des pays débiteurs qui encaissent l'ajustement. La dette est restructurée dans les salles de conférence. Les sacrifices, eux, sont imposés dans les rues.

La présidence américaine du G20 en 2026 n'a d'ailleurs pas placé cette question au sommet de ses priorités. Washington préfère insister sur la croissance mondiale au moment même où ses propres besoins de financement et les conséquences économiques des conflits internationaux contribuent aux tensions qui traversent les marchés. C'est toute l'ironie du système : les États les plus puissants peuvent prendre des décisions dont les effets se diffusent partout, tandis que les pays les plus fragiles doivent ensuite s'adapter à des conditions qu'ils n'ont jamais choisies.

Place à la lutte de classe des peuples pour leur émancipation, place au socialisme !

Lu.

L'Union européenne est le théâtre d'une véritable révolte sociale.

Les partis politiques au pouvoir et leurs politiques économiques font l'objet d'un mépris manifeste, alors que les manifestations publiques et les grèves s'intensifient dans de nombreux pays.

Manifestations, marches de masse et grèves se propagent dans toute l'UE, en France, Belgique, Espagne, Italie, Allemagne, Irlande, Portugal et ailleurs. Les griefs sont variés : des étudiants et enseignants qui dénoncent des services éducatifs déplorables aux professionnels de santé et aux travailleurs des transports qui protestent contre des salaires de misère et des coupes dans les retraites.

Mais au cœur de ces revendications, on peut identifier un système belliciste et déshumanisant, fondé sur les inégalités capitalistes.

Le coût de la vie insupportable pour subvenir aux besoins fondamentaux, de l'alimentation au logement, pousse des millions de gens dans la rue, poussés par le désespoir et la colère face à l'absence de réponse politique adéquate à leurs préoccupations. Comme l'a déclaré un étudiant français :

«Trop jeune pour être écouté, assez vieux pour être aspergé de gaz lacrymogène».

L'ensemble du système politique est discrédité par son dysfonctionnement et son indifférence face aux besoins humains les plus élémentaires. Et le plus révoltant dans tout ça, ce sont les mensonges des dirigeants de l'élite et de leurs médias de propagande sur la «défense nationale et la menace de guerre émanant de la Russie».

En Espagne, cette semaine, une femme fragile de 87 ans, Maricarmen, est morte à l'hôpital après avoir été expulsée de son logement à Madrid parce qu'elle ne pouvait pas payer l'augmentation exorbitante de son loyer. Son sort a fini par galvaniser une manifestation nationale contre la crise du logement en Espagne, une crise qui touche tous les pays européens. Les manifestants ont crié avec fureur que cette pauvre femme a été *«assassinée par l'État et les grandes entreprises»*.

En France, la brutalité de la police face aux manifestations étudiantes a choqué la nation et le monde entier. Près de 7000 jeunes ont été arrêtés, tandis que la police anti-émeute a tiré des gaz lacrymogènes et des balles sur des rassemblements pour l'essentiel pacifiques. Les étudiants

rassemblés place de la Bastille à Paris et dans d'autres villes jurent qu'ils ne céderont pas. Un étudiant a eu l'avant-bras arraché par une grenade assourdissante de la police, tandis qu'un adolescent a perdu un œil à cause d'une balle en caoutchouc tirée à bout portant et un autre toute ses dents après un tir policier en plein visage.

C'est sur la place de la Bastille que la Révolution française s'est manifestée en 1789 contre une aristocratie haïe, dans un contexte de misère abjecte. Aujourd'hui, les tensions s'intensifient vers une nouvelle rébellion historique, inspirant cette fois encore des mouvements similaires à travers l'Europe.

Ces manifestations et les souffrances inhumaines sous-jacentes suscitent des soulèvements dans toute l'Union européenne.

On ressent clairement que les populations, en masse, en ont assez de décennies d'inégalités et de privations chroniques infligées par des politiques capitalistes qui enrichissent une minorité et sont imposées par des gouvernements servant servilement les intérêts du capital au détriment des besoins de la majorité des citoyens.

Les médias occidentaux évoquent des gouvernements «à court d'argent», sous la pression des marchés obligataires pour réduire des niveaux d'endettement records, tandis que les salariés, étudiants et retraités réclament davantage d'investissements publics et un allègement de leurs difficultés économiques.

Cette description partielle du problème est trompeuse. Elle omet en effet le contexte crucial qui voit les gouvernements européens consacrer d'énormes ressources économiques au militarisme et à la guerre par procuration menée en Ukraine contre la Russie. Voilà la cause réelle de la «*situation financière précaire*» de ces gouvernements. En d'autres termes, leurs difficultés budgétaires déclarées relèvent d'un choix politique, et non d'un mystérieux dilemme.

La crise sociale qui balaye l'Europe se manifeste également aux États-Unis et dans d'autres pays alignés sur l'Occident avec en toile de fond un système économique défaillant qui n'assure plus le minimum de conditions de vie acceptables. Ce problème s'est installé depuis des décennies sous l'effet de l'accroissement des inégalités et de l'affaiblissement de la représentation politique. Aujourd'hui, les États occidentaux, contrôlés par des oligarchies d'entreprises, font même douter de leur identité démocratique.

Néanmoins, la crise sociale que traverse l'Europe a été exacerbée et amplifiée par les dirigeants politiques européens qui ont engagé une guerre sans merci contre la Russie.

L'Union européenne a injecté des centaines de milliards d'euros en Ukraine ces quatre dernières années pour soutenir un régime néonazi dirigé par une dictature corrompue — dans le seul but de vaincre la Russie. Les dirigeants de l'UE — dont beaucoup de non-élus, comme Ursula von der Leyen, Kaja Kallas et António Costa — sont motivés par une russophobie obsessionnelle, mais elle n'explique qu'en partie la situation.

D'autres dirigeants élus, comme le Français Macron et l'Allemand Merz, sont aussi dénoncés pour leur élitisme et leurs délires de grandeur. Merz déclare vouloir faire de l'Allemagne la première puissance militaire d'Europe, faisant preuve d'une surdité totale face aux problèmes économiques et sociaux de son pays et aux implications historiques inquiétantes de la résurrection de l'Allemagne nazie. Et alors que son gouvernement enchaîne les défaites électorales, les élites européennes

traitent les électeurs allemands de «*faibles*» parce qu'ils osent voter pour des partis opposés à la guerre contre la Russie.

Les raisons du mépris généralisé à l'échelle européenne à l'égard des partis au pouvoir sont nombreuses. Inégalités, pauvreté, chômage, flambée du coût de la vie, baisse des salaires, dégradation des services publics. L'immigration incontrôlée qui accentue la pression sur des ressources publiques insuffisantes est une autre source de mécontentement. La complicité de l'Europe dans la guerre génocidaire menée par Israël contre les Palestiniens, ainsi que sa complicité dans l'agression de Trump contre l'Iran, le Yémen, Cuba, etc., constituent d'autres facteurs.

Cependant, le discours fallacieux selon lequel les gouvernements seraient «à court d'argent» suscite un immense mécontentement dans l'opinion publique. Les ressources économiques ne manquent pas pour répondre aux besoins de la population. Mais dans le système capitaliste actuel, qui donne la priorité à l'enrichissement d'une infime élite, ces ressources ne sont tout simplement pas mises au service de la création de sociétés justes et humaines.

Les «*restrictions budgétaires*» et «*l'austérité imposée aux masses*» sont le résultat de politiques délibérées de militarisme et d'attisement d'une guerre par procuration en Ukraine.

Les «*dirigeants*» européens et leurs lobbyistes de l'OTAN, comme Mark Rutte, réclament des centaines de milliards d'euros pour relancer les industries militaires, tout en exigeant dans le même temps des coupes draconiennes dans les dépenses publiques et la protection sociale pour financer ce militarisme irresponsable. L'UE «*prête*» 90 milliards d'euros supplémentaires rien que pour les deux prochaines années, dans le seul but de soutenir le régime corrompu de Kiev pour qu'il puisse poursuivre sa guerre insensée contre la Russie. Cette logique perverse est dictée par le complexe militaro-industriel et ses investisseurs privés. Elle est aussi motivée par un état d'esprit idéologique et propagandiste qui diabolise la Russie en la présentant comme l'ennemi. Le président Poutine et d'autres voix russes ont déclaré à maintes reprises ne pas souhaiter déclencher de guerre avec l'Europe. Ils affirment que le conflit en Ukraine a des causes profondes qui ne peuvent être résolues que par la voie diplomatique. Pourquoi les responsables politiques européens s'opposent-ils avec tant d'acharnement à la paix ?

L'un des principaux facteurs tient à la volonté de masquer l'échec politique et économique interne du système européen. Les économies de l'UE, à l'instar de celles des États-Unis et d'autres pays occidentaux, sont des dystopies en faillite incapables de répondre aux besoins sociaux et démocratiques. Cet échec a été aggravé par les coûts de la guerre en Ukraine.

Cet échec est criminel et fatal pour les responsables politiques et les gouvernements qui ont supervisé ces politiques. Ainsi, la classe politique, y compris les médias de propagande, ne peut admettre le caractère criminel de ses politiques.

Face à leurs propres contradictions internes, les élites politiques européennes cherchent une solution en qualifiant la Russie d'ennemi extérieur. C'est le même *modus operandi* auquel les dirigeants européens ont eu recours depuis plus d'un siècle, provoquant ainsi deux guerres mondiales.

Ces responsables politiques criminels et leur système économique dysfonctionnel prônent à nouveau la guerre comme plan de sauvetage pour leur survie, au prix de millions de vies et au risque de déclencher une troisième guerre mondiale qui, cette fois-ci, pourrait être synonyme de catastrophe nucléaire.

Que pratiquement tous les gouvernements européens, y compris et surtout le gouvernement britannique, ne revendiquent ni diplomatie ni règlement politique avec la Russie est accablant. Ils sont déterminés à mener cette guerre contre la Russie pour se décharger des ravages économiques dont ils sont responsables.

Toutefois, un point positif réside en ce qu'un nombre croissant de citoyens démasquent leur duplicité et leurs mensonges. Une pancarte brandie par un étudiant allemand a parfaitement résumé la situation :

«Nous ne mènerons pas vos guerres... De l'éducation, pas des bombes !»

L'heure de vérité est imminente. Les dirigeants politiques criminels et leur système belliciste sont exposés comme jamais auparavant, exigeant une révolte totale comme seule réponse appropriée. Et cette fois, les conséquences ne pourront pas être externalisées. Comme l'a dit un jour Malcolm X, *«on récolte ce qu'on sème»*.

J-C - Cette analyse rédigée par un opposant au socialisme finit forcément comme toutes les autres du même type. Méfiez-vous de cette radicalité de façade, car finalement il vous appelle à vous subordonner au capitalisme et non à le renverser.

Pour son auteur l'impossibilité de satisfaire les besoins matériels ou sociaux de la population ne résiderait pas dans la nature du régime économique, mais dans l'orientation politique des représentants des Etats, il suffirait donc d'en changer le personnel sans procéder à un changement de régime économique et le tour serait joué. Sauf qu'en réalité, cela n'a jamais fonctionné et ne fonctionnera jamais, parce que le problème est ailleurs, dans la nature du capitalisme, dans ses fondements et ses contradictions.

Il faut aller du côté du marxisme pour avoir l'explication correcte :

- La baisse du taux de profit démontre précisément que le capital voit baisser son taux de rentabilité social moyen, donc ses indices de croissance de la production. Cela démontre qu'il est lui-même de moins en moins capable d'accroître l'efficacité du travail humain, qui n'est pas pour lui le but, subordonné qu'il est au rendement du capital, de sorte qu'il ne se pose même pas l'accroissement des forces productives comme idéal suprême. **En période de crise, le capital se bloque, non parce que la production est incapable de croître encore, mais parce que la rentabilité du capital (son taux de profit) est tombée à zéro, déterminant aussi l'effondrement de la masse de ce capital.**

En somme, la masse croissante de la production masque précisément la baisse tendancielle du taux de profit, donc du rendement du capital – et c'est dans la crise générale que masse et taux chutent tous deux. En période de croissance ou d'accumulation élargie du capital, la masse de la production évolue en raison inverse de son taux d'accroissement : la première augmente, tandis que la seconde baisse, et avec lui l'autre rapport qu'est l'efficacité du travail par rapport à la masse produite. Le capitalisme se tire de ce dilemme en mettant sans cesse des pays nouveaux dans le circuit de la production bourgeoise, ce qui freine la baisse du taux moyen social de profit, en permettant un accroissement de la productivité – donc pour le capital une augmentation de la plus-value – par rapport aux conditions antérieures. Mais désormais, ce mouvement touche à son terme : le capital a fait le tour du monde et industrialisé autant – et même plus, cf. inflation – que ne lui permet son mode de production inégal – et c'est la crise générale qui pousse à la guerre de destruction ou à la révolution, voire aux deux à la fois. (page 146)

Une anthologie de Marx-Engels sur : La dictature du prolétariat par Roger Dangeville - 1979

(Cet ouvrage figure dans la bibliothèque du mouvement ouvrier qui a été mise à jour hier grâce au camarade Didier.)

Facile à lire et à comprendre.

Le marxisme présente cet avantage incontestable sur toute autre méthode pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, c'est qu'il repose sur les faits et leurs enchaînements, de sorte que tout devient compréhensible, lisible, audible, transparent à la première lecture, vous pouvez aborder n'importe évènements ou domaine scientifique avec la même sérénité.

C'est particulièrement vrai avec les maîtres du marxisme qu'étaient Marx, Engels, Lénine et Trotsky, pour tous les autres il faut relativiser ou faire preuve de prudence, de toutes manières on s'en aperçoit immédiatement.

J'ai lu et relu des passages de Roger Dangeville totalement incompréhensibles par exemple. Aussi, vaut mieux dans la mesure du possible lire les ouvrages des maîtres et non ceux de leurs disciples, comme avec la philosophie en somme, on y voit plus clair et on ne perd pas son temps, au moins on apprend quelque chose et on progresse.

Niger.

Niger : le Fonds de solidarité pour la sauvegarde de la patrie fait le bilan de sa 3^e année d'existence – RT 11 oct. 2026

Le bilan de l'« An 3 » du Fonds de solidarité pour la sauvegarde de la patrie (FSSP), présenté le 10 octobre par son comité de gestion, a fait état de la mobilisation de plus de 38,4 milliards de francs CFA (plus de 65,6 millions de dollars) entre le 11 octobre 2025 et le 10 octobre 2026, portant la mobilisation totale depuis la création du Fonds, en octobre 2023, à plus de 71,2 milliards de francs CFA (plus de 121,6 millions de dollars). Sur ce dernier chiffre, plus de 11,7 milliards de francs CFA (soit 16,6 %) proviennent de contributions volontaires, alors que plus de 59,4 milliards de francs CFA (soit 83,4 %) ont été obtenus par prélèvements institutionnalisés.

Selon la présidente du FSSP, Réki Moussa Hassane Djermakoye, un total de plus de 58,8 milliards de francs CFA (soit plus de 100,5 millions de dollars et 82,6 % des ressources totales mobilisées) ont été investis durant les trois années dans le cadre du renforcement des capacités d'intervention des forces de défense et de sécurité (FDS) engagées dans la lutte contre le terrorisme et l'insécurité. Réki Moussa Hassane Djermakoye a d'ailleurs souligné que le FSSP « *est un instrument qui a été mis en place par les plus hautes autorités afin de participer à la quête de notre souveraineté. D'abord sur le plan sécuritaire, ensuite sur le plan alimentaire, puis sur le plan économique* ».

La présidente du FSSP a précisé qu'au titre de l'An 3, un montant de plus de 41,08 milliards de francs CFA (soit plus de 70,2 millions de dollars) a été investi dans « *29 grandes acquisitions* » comportant des achats de « *moyens roulants* », incluant 343 véhicules de tout type et 4 928 motos. Les dépenses englobent aussi des « *armements et munitions, infrastructures d'industrie de défense, aménagements de sécurisation de sites stratégiques, actions de renforcement des capacités, pièces détachées et lubrifiants, et autres équipements de sécurité* », a-t-elle détaillé.

Dans le cadre de l'initiative du gouvernement pour produire localement l'essentiel des besoins indispensables à l'autonomisation industrielle en général et à l'industrie de défense du pays en

particulier, le FSSP a financé plusieurs projets structurants, dont une usine de montage, de transformation et de blindage de véhicules militaires, de fabrication des pièces, de maintenance lourde et d'un centre de formation. Deux autres ateliers de maintenance, de montage et de soutien logistique en régions et un troisième atelier de confection d'équipements militaires (équipements de protection individuelle, équipements individuels du soldat, etc.) ont également été créés à la Direction centrale des matériels, entre autres structures.

Dans le domaine civil, plus de 1,9 milliard de francs CFA (soit plus de 3,2 millions de dollars) ont été investis dans le financement de quatre nouveaux projets. « *Il s'agit du projet de promotion du riz local, du projet d'appui à la mobilisation générale, du projet d'insertion professionnelle de 1 000 jeunes diplômés, et du projet de mobilisation citoyenne* », a indiqué Réki Moussa Hassane Djermakoye. Deux autres projets en cours ont été financés. Il s'agit du projet de réhabilitation des aménagements hydroagricoles de la CDA dans la région de Diffa et de celui du développement de la filière poisson frais dans les régions de Diffa, Niamey, Maradi et Zinder.

Les frais de fonctionnement du FSSP n'ont utilisé que 0,9 % des ressources réunies en l'An 3, alors que la loi autorise un taux allant jusqu'à 3 % des ressources.

J-C – Je précise, que les prédécesseurs des dirigeants actuels des trois pays de l'Alliance des Etats du Sahel avaient gravement négligé le budget de la Défense de leur pays se reposant sur l'impérialisme français pour assurer leur souveraineté et leur sécurité, d'où l'incapacité des autorités actuelles à lutter efficacement contre le terrorisme pour garantir l'intégrité de leur territoire après qu'ils eurent viré les Français, ces derniers finançant et armant des hordes de mercenaires pour tenter de revenir piller ses pays...

Mali.

Mali : un haut responsable accuse le renseignement militaire ukrainien de soutenir des groupes terroristes opérant dans le pays - RT 11 oct. 2026

Le vice-président de la commission nationale de la défense, Fousseynou Ouattara, a accusé le renseignement militaire ukrainien et des mercenaires de Kiev d'avoir soutenu des groupes terroristes au Mali. Ces groupes, selon lui également armés par des puissances coloniales, sont visés depuis avril par une offensive de l'armée visant à les éliminer. RT 11 oct. 2026

Centrafrique.

Centrafrique : l'armée et les spécialistes russes déjouent une offensive de groupes armés dans le nord-est du pays - RT 11 oct. 2026

Les Forces armées centrafricaines (FACA), en coopération avec des spécialistes militaires russes, ont déjoué une tentative d'offensive dans le nord-est de la République centrafricaine (RCA). Dans un communiqué daté du 10 octobre, le ministère centrafricain de la Défense confirme une opération préventive menée dans la préfecture de la Vakaga pour neutraliser une menace imminente contre le territoire national.

Selon le ministère, les services de renseignement centrafricains surveillaient les préparatifs de mercenaires étrangers dans la zone frontalière avec le Tchad et le Soudan. La menace étant devenue imminente, les autorités ont décidé d'intervenir. De son côté, la Communauté des officiers pour la sécurité internationale (COSI) précise que cette offensive se préparait depuis deux mois et visait les préfectures de la Vakaga et de la Bamingui-Bangoran.

L'attaque, prévue pour la seconde moitié d'octobre, devait mobiliser jusqu'à 1 300 combattants, selon la COSI.

Le travail conjoint de l'état-major des FACA et des spécialistes militaires russes a permis de localiser précisément les zones de concentration des groupes armés, selon la COSI. Ces renseignements ont conduit au lancement, le 10 octobre, d'une opération aérienne et terrestre dans la zone frontalière de Nabagay-Tissi, dans la préfecture de la Vakaga.

D'après le bilan communiqué par la COSI, les affrontements ont fait plus de 60 morts et blessés parmi les combattants adverses. Les forces restantes ont été dispersées et des recherches ont été engagées pour retrouver leurs membres. Le ministère de la Défense confirme, de son côté, la neutralisation des forces ennemies à la suite de frappes aériennes et d'opérations terrestres coordonnées.

Sur les lieux des combats, des éléments reliant les assaillants au Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) auraient été découverts, selon la COSI. L'organisation fait également état de la saisie d'une importante quantité d'armes de fabrication occidentale.